

CONNEXION COMPTE

Identifiant

Mot de passe

OK

[Mot de passe oublié](#)

Mise en oeuvre de protections contre la submersion marine secteur de Boyardville La Perrotine communes de St Georges d'Oléron et St Pierre d'Oléron.

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Client : Département de Charente Maritime

Avis N° : AO-1630-1860

17 - CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Mise en ligne : 14/07/2016

Travaux Publics

Date limite de réponse : 19/09/2016

Appel d'offres ouvert

Source : BOAMP > 90 KEuros

Département(s) de publication : 17Annonce No 16-100679

I.II.III.IV.VI.AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) NOM ET ADRESSES

Conseil Général de Charente-Maritime, Conseil Départemental de la Charente-Maritime 85, boulevard de la République CS 60003, La rochelle Cedex 9, F, Courriel :

cellule.marches@charente-maritime.fr, Code NUTS : FR

Adresse(s) internet : Adresse principale : <http://www.charente-maritime.fr> Adresse du profil acheteur :

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://achatpublic.com>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

autre adresse : Département de la Charente-Maritime, Numéro national d'identification : Direction des Infrastructures, 2, rue Fourgeaud BP 40036, Point(s) de contact : M. Didier REUILLER et Lilian FORGIT, 17320, Marennnes, F, Téléphone : (+33) 05 46 85 74 69, Courriel : didier.reuiller@charente-maritime.fr, Code NUTS : FR532, Adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : à l'adresse suivante : Département de la Charente-Maritime, Numéro national d'identification : Direction des Affaires Financières et Juridiques, Service des Marchés Publics 85, boulevard de la République CS 60003, Point(s) de contact : Mme Brigitte TAUPIN, 17076, La Rochelle Cedex 9, F, Téléphone : (+33) 05 46 31 74 05, Courriel : cellule.marches@charente-maritime.fr, Fax : (+33) 05 46 31 75 44, Code NUTS : FR532, Adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Mise en œuvre de protections contre la submersion marine secteur de Boyardville La Perrotine communes de St Georges d'Oléron et St Pierre d'Oléron

Numéro de référence : 16HTBT02

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 45243000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Travaux

II.1.4) Description succincte :

Reprise des quais et talus en enrochements - rehausse de l'épi - rehausse de digues - végétalisation des levées de terre - réalisation des murets anti submersion - mise en place des batardeaux - rehausse de voirie - traitement des espaces verts.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA :

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 45243000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FR532|

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) Description des prestations :

Rehaussement des infrastructures actuelles du chenal de la Perrotine afin d'empêcher la surverse et limiter fortement les débits de franchissement au-dessus de ces ouvrages

II.2.5) Critères d'attribution

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité 1. Valeur technique au vu du mémoire technique / Pondération : 55

Prix : 1. Prix / Pondération : 45

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 8 833 592,00 euros

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 24

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non

Description des modalités ou du calendrier des reconductions :

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération

II.2.11) Information sur les options

Options : non

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 ou le Document Unique de Marché Européen (DUME). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)- Renseignement sur le savoir faire en matière de protection de l'environnement- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION



IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5) Information sur la négociation

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

19 septembre 2016 - 17:00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Date : 21 septembre 2016 - 14:00

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) RENOUELEMENT

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

dossier de consultation gratuit. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec avis de réception ou déposées contre récépissé. Dématérialisation des procédures : l'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie électronique. Il accepte cependant les plis adressés par d'autres moyens permettant d'en garantir la confidentialité et la date de réception. Le fuseau horaire de référence sera celui de (Gmt+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les niveaux de sécurité requis pour le certificat de signature électronique sont les niveaux (**) et (***) du RGS. Les candidats utilisent un certificat conforme au RGS (Référentiel Général de Sécurité) figurant sur la liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou sur une liste de confiance d'un autre Etat-Membre de l'union européenne. Toutefois, les candidats sont libres d'utiliser le certificat de leur choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, ils doivent transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité. tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis et pourront faire l'objet d'une signature manuscrite

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif, 15, rue Blossac, 86020, Poitiers, F

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Département de la Charente-Maritime, 85, boulevard de la République CS 60003, 17076, La Rochelle Cedex 9, F

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

8 juillet 2016

Une marque du groupe

INFOPRO
Informatique et Prospection

